

Des réformes qui inquiètent les syndicats

LES ORGANISATIONS syndicales Solidaires Finances publiques 50 et CGT Finances publiques 50 se sont retrouvées hier après-midi au centre des finances publiques de Cherbourg-Abbaye pour distribuer des tracts et échanger avec les usagers sur l'impact des réformes à venir aux Finances publiques dans le département de la Manche.

14 emplois supprimés dans la Manche

Dans un contexte social qui interroge sur la justice fiscale, sur la place et le rôle des services publics, et sur les questions de pouvoir d'achat, les personnels des finances publiques subissent une nouvelle dégradation de leurs conditions de travail. Le gouverne-



→ Les organisations syndicales ont distribué hier des tracts à l'entrée du centre des impôts de Cherbourg pour alerter les usagers.

ment confirme sa volonté de supprimer 120 000 emplois de fonctionnaires d'ici 2022 et aux finances publiques, ces suppressions d'emplois seront d'un volume jamais atteint, selon les syndicats.

Dans la Manche, ce sont en-

core 14 emplois supprimés en 2019, soit 155 depuis 2010 et 13 trésoreries fermées depuis 2010. « Parallèlement, expliquent les syndicats, le concept de « géographie revisitée » annonce de nouvelles réformes menant au démantè-

lement des services dans leur forme actuelle. Aucun service n'est épargné, fusion de services à grande échelle. Ce ne sont pas les maisons de service au public et autres soit-disant « points de contact » qui permettront un service public de proximité de qualité ».

Les organisations Solidaires et CGT Finances publiques dénoncent une destruction des missions des finances publiques, un « déménagement du territoire » et une administration éloignée de ses usagers et, pour les personnels, une dégradation des conditions de travail. Elles appellent l'ensemble des personnels à se mobiliser tout au long du mois de mars et notamment le 14 mars, à l'occasion de la grève nationale aux finances publiques.